



PERSONNE NE DOIT QUITTER Ste ANNE !

Depuis 4 ans, avec de multiples aléas, des calendriers divers et plusieurs plans, tous faits dans l'urgence et l'opacité la plus totale, des mesures toujours annoncées quelques jours avant sans aucune concertation mais seulement une « information », sans possibilité de discussion, **la direction s'échine à vouloir rayer Ste Anne et ses agents de la carte administrative.**

Les agents et la CGT ont à maintes reprises exprimé leur opposition à la vente du site, autant sur le fond que sur la forme.

Les restructurations en cours ne répondent à aucune revendication des personnels puisque elles constituent une régression du service public : elles éloignent et/ou compliquent le rapport avec les usagers et dégradent les conditions de travail des personnels en les entassant dans des locaux inadaptés.

Après avoir retardé le départ des SIP/SIE, suspendu la réforme CDI/CDIF sous la pression des personnels et de la CGT, la direction proposait ces dernières semaines, d'accélérer le transfert sur Sadi Carnot des brigades de vérification et du pôle CE (Contrôle et expertise). Les agents prévenus quelques jours avant, se sont opposés à ce transfert, d'autant plus que les locaux devant les accueillir étaient largement sous dimensionnés.

Fin mai lors d'un groupe de travail du CHS CT, la CGT a dénoncé les mauvaises conditions de travail des agents et demandé à la direction de revoir sa copie pour le CHS CT du 25 juin.

Avant même les débats de ce CHS CT, la direction a déjà décidé unilatéralement des conditions d'installation des agents du pôle CE !

C'est un mépris du CHS CT, des représentants du personnel et au delà des autres administrations qui composent le CHS Finances 13.

La direction bafoue le décret 2011-774 du 28 juin 2011 (non respect des articles *art 57 et 58 et de la jurisprudence*) et une circulaire DGAFP du 9 août 2011.

Dans le passé elle a déjà été en pointe sur le non respect du code du travail, non respect du code de l'urbanisme, non respect du code des marchés publics, non respect du code de la construction et elle continue sans vergogne.

Il n'y a aucune raison de déménager le pôle CE dès le mois de juillet.
Le site de Ste Anne, en cas de vente, doit être libéré en fin d'année 2013.

Dès lors les agents peuvent rester sur le site jusqu'en 2013.

Les arguments de la direction sont fallacieux :

Problème de MMA : ce sujet technique ne tient pas la route d'ailleurs la direction ne l'évoque plus !

Problème d'organisation du déménagement ? La direction se moque des agents ; qu'est ce qui s'oppose à un déménagement conjoint avec les SIP 7-10 et 9 ? Rien.

En fait la direction reste sur des décisions prises mi-mai par la directrice régionale sans consultation des personnels (chefs de service informés dans la foulée).

Le gouvernement a annoncé mardi 5 juin 2012 qu'il décidait d'un moratoire sur la fusion controversée des rédactions de RFI et de France 24 au sein de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF) et confié une mission d'évaluation sur cette question à Jean-Paul Cluzel, ancien patron de RFI et de Radio France pour permettre un réexamen du dossier sur le fond.

La CGT Finances Publiques demande un moratoire pour étudier un réexamen du dossier de Ste Anne sur le fond.

Le nouveau gouvernement, qui dit partager nos revendications, ne peut que nous entendre.

Nous avons quelques semaines pour porter nos cris jusqu'à lui.

La nouvelle équipe gouvernementale s'est, à plusieurs reprises, exprimée pour la remise en cause de la politique menée par l'ancien gouvernement en général et vis-à-vis de la fonction publique en particulier.

Les équipes en place à la Direction générale et locale n'ont plus aucune légitimité pour appliquer la politique de l'ancien gouvernement et tentent un dernier coup-bas pour livrer le site aux promoteurs et banquiers.

C'est pour cela que nous demandons d'arrêter immédiatement les transferts d'agents et de services et en particulier ceux de Ste ANNE.

**NOUS NE LACHERONS RIEN !
Ste ANNE NE SERA PAS BRADEE AUX
SPECULATEURS QUI VEULENT SE GAVER
SUR LE DOS DES CITOYENS.
LE SERVICE PUBLIC A SA PLACE
SUR CE SITE ET Y RESTERA !**

DERNIERE MINUTE : hier soir les agents du pôle CE et les OS étaient reçus par la direction. Même si cette dernière a campé sur ses positions, les agents ont confirmé leur détermination et demandé un report de leur déménagement. L'argumentation développée par les personnels a semblé faire mouche à plusieurs reprises. **NOUS CONTINUONS LE COMBAT !**